SEPTIÈME ANNÉE N° 12 — DIX CENTIMES — DU 20 AU 26 JUILLET 1901

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

LES MOYENS PACIFIQUES

ET LA RÉVOLUTION

En lisant l'admirable roman de Zola, *Travail*, beaucoup de lectrices et de lecteurs se seront dit, sans doute : « Comme il serait bien, en effet, si la grande question sociale pouvait se résoudre de cette façon paisible ! La révolution sociale, c'est la guerre, et, comme toutes les guerres, elle a ses chances : de réussite ou de défaite. Et puis, c'est la guerre civile, avec toutes ses rancunes, ses acharnements, ses cruautés ; c'est la contre-révolution préparée en sourdine par les dépossédés, les complots de la réaction, comme en 1792, et les grandes colères de la Révolution pour écraser les complots !

« Pourquoi ne pas mettre sa confiance dans l'évolution lente, mais sûre ? nous dira-t-on. Pourquoi ne pas travailler à convertir les possédants, au lieu de les terroriser ? leur prouver par expérience que là est l'avenir et leur propre bonheur, plutôt que de remplir leurs cœurs de crainte et de fiel ?

« Voici, en effet, Luc Froment, de Zola. Un riche bourgeois, Jordan, lui cède son usine, à condition de ne toucher qu'un intérêt modeste sur le capital qu'elle représente ; et Luc, secondé par de braves travailleurs, arrive à rendre cette usine prospère ; il en partage les bénéfices avec les ouvriers et les rend heureux ; il crée une cité nouvelle, riche et gaie, de travailleurs, d'égaux, à côté de la vieille ville de bourgeois et de misérables qui s'effondre. Et par le succès de son expérience, il convertit jusqu'à ses pires ennemis ; si bien qu'un jour ce cri : « Il faut rendre ! » — rendre aux travailleurs tout ce que la bourgeoisie leur avait soutiré autrefois — ramène à la vie et rend heureux pour ses derniers jours le dernier représentant de la famille bourgeoise qui avait créé sa fortune avec la misère des travailleurs.

« Pourquoi donc parler toujours de révolution sociale, alors que l'évolution lente des idées et les exemples des cités ouvrières modèles, qui iront, sans doute, en se multipliant, suffiraient pour convertir la bourgeoisie elle-même — surtout la jeune génération — aux idées de justice et d'égalité ? »

Beaucoup ont dû se faire ce raisonnement, d'autant plus que les travailleurs eux-mêmes, pendant ces dernières douze ou quinze années, semblent se méfier, eux aussi, de la révolution et donnent en tout cas à la bourgeoisie un certain nombre d'années de répit, afin qu'elle réalise une partie, du moins, de ses promesses de réformes.

***

Dégageons d'abord la responsabilité de Zola. Zola n'a nulle part cherché à prouver que les choses *peuvent* se passer de cette façon paisible. Il a seulement montré comment elles *pourraient* se passer, *si*... et, en romancier honnête, qui connaît son monde bourgeois, il a accumulé lui-même tant de ces *si*, que par cela même il fait entrevoir que la transformation sociale *ne se fera pas* de cette façon. Les bourgeois qu'il a dépeints dans *Pot-Bouille*, *L'Argent*, *Germinal*, la force occulte qui gouverne la France, dépeinte dans *Rome*, la machine de l'Etat, la coalition de l'argent et ainsi de suite, que Zola nous a si bien présentés, élèvent leurs voix pour dire que la transformation sociale ne s'accomplira pas de la façon dont se transforme la Crècherie dans le roman *Travail*.

Les mille circonstances favorables, voire même les accidents, que Zola fait intervenir pour empêcher la Crècherie de sombrer, — et la révolution sociale qui s'accomplit entre temps dans les nations voisines, pendant les années que la Crècherie met à se développer, — tout cela montre que Zola a voulu, d'une part, montrer au travailleur l'idéal communiste de travail libertaire et lui faire aimer cet idéal, le passionner pour cet avenir, afin de le faire redoubler d'efforts ; et, d'autre part — dire aux bourgeois : « Si vous aviez pour deux sous de bon sens, voilà ce que vous feriez. Mais vous ne l'avez pas — et vous ne le ferez pas ! »

***

Certes, ils ne le feront pas. Ni eux, ni la jeune génération que dès aujourd'hui ils cherchent à dépraver par tous les moyens — y compris celui du retour au mysticisme religieux.

C'est que le bourgeois, et surtout la bourgeoise, s'ils possèdent quelques centaines de mille francs, ne veulent pas du tout se contenter des quelques méchants quatre ou cinq pour cent d'intérêt sur leur capital. Vivre de cinq ou de dix mille francs par an ? — Vous riez ?! Il leur en faut cinquante ! Et quand ils auront les cinquante, il leur en faudra quatre fois autant, dix fois... Il leur faudra devenir des Rockefeller ou des Morgan américains, c'est-à-dire des milliardaires, dont le revenu se chiffre par des millions. Dussent-ils dévorer leur capital en plus du revenu annuel, dévorer l'usine comme le font M. et Mme Delaveau, images réelles de la bourgeoisie dans le roman de Zola, — ils le feront ; et cette opposition seule que nous donne Zola, de Luc Froment, faisant œuvre de régénération dans la Crècherie, avec Delaveau et Fernande qui dévorent l'Abîme — cette opposition même révèle la parole que Zola aura voulu adresser aux bourgeois : — « Mais non, vous êtes trop bêtes ! Vous ne ferez pas comme Jordan et Luc. Vous ferez comme Delaveau et sa Fernande, — et vous aurez la révolution. »

***

Il y a quelques années, paraissait dans une des revues anglaises un article : « Comment vivre avec 17.500 francs de revenu ? » Et la conclusion de l'article était qu'avec 17.500 fr. par an il est matériellement « impossible » pour une famille bourgeoise de vivre et d'élever ses enfants — à moins de se résigner à l'existence triste et maussade d'un obscur campagnard. « Si vous n'avez que cela, rien que ces 17.500 francs par an, vous n'avez qu'à émigrer et défricher la terre au Canada, au Cap ou en Australie », concluait l'auteur, et toute la presse approuvait sa conclusion.

Il est vrai qu'en réponse à cet article il y en eut d'autres qui discutaient comment vivre avec 2.000 francs de salaire par an, et même avec 25 francs par semaine. Et il y était démontré, aussi par *a plus b*, que 25 francs par semaine c'est l'aisance assurée. Tant pour le logement, tant pour la nourriture, tant pour l'imprévu — et il restait encore de quoi thésauriser pour les vieux jours. Mais cela, c'était le ménage ouvrier. Quant à vivre avec 17.500 francs de rente, pour un ménage bourgeois, l'impossibilité en était démontrée mathématiquement par de grands *A plus B*. Et *c'était vrai*. Pour vivre d'une vie bourgeoise, à moins de s'enterrer dans un village, un revenu pareil, c'est la misère. Il faut, au bourgeois anglais, au moins cinquante mille francs — pour commencer.

Mais cinquante mille francs de revenu par an — quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse — c'est au moins cent individus, cent paires de « bras », comme on dit en Angleterre, qui soient poussés par l'impossibilité de vivre quinze jours sans se vendre, venant s'offrir au propriétaire de l'usine pour un salaire de 25 francs par semaine, quitte à abandonner toute réclamation sur ce que leur travail pourrait produire de plus. C'est la famille du bourgeois, entourée de cent familles de misérables. On n'en sort pas, et tout ce que l'on a inventé c'est d'aller chercher les misérables au Tonkin, en Egypte, en Turquie ou en Russie, en plus de ceux de France et d'Angleterre.

***

Mais ce n'est pas encore tout. Si le bourgeois trouve qu'il lui est « impossible » de vivre avec un revenu de 15 à 20 mille francs, — ce qu'il veut dire par cela, c'est qu'il lui est impossible de vivre d'une vie *distinguée* : de se distinguer de la masse ; de la dominer, de se placer au-dessus du vulgaire. Il trouverait bien de quoi se loger, se nourrir, et même se vêtir avec ce revenu... Mais cela ne lui suffirait pas. Il serait forcé, pauvre garçon, de rentrer dans les

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

rangs. Il ne se distinguerait pas « du peuple ». Sa femme ressemblerait à une épicière et lui-même à un employé de la sous-préfecture ; et c'est cela — ce « ridicule » — qu'il craint par-dessus tout. Il veut être *distingué*. Il veut qu'à vue d'œil, dès qu'il se montrera dans la rue, chacun puisse dire : — « Ça, c'est Monsieur, et cela c'est un des « bras » de Monsieur. »

Et pourquoi diable irait-il « s'avilir » de la sorte jusqu'à ne plus être distingué de ses « bras » ? Lui, dont les parents ont travaillé tout un siècle pour occuper la place vacante laissée par les seigneurs après la grande Révolution ? S'il y est forcé un jour, il verra comment s'accommoder aux nouvelles conditions. Mais, sans y être obligé, — lui, qui se croit le sel de la terre, et le créateur de la merveilleuse industrie moderne, — lui, dont le père et le grand-père ont lentement bâti cette fortune et conquis cette position privilégiée, — pourquoi se destituerait-il au profit de ceux même qu'il méprise ?

— « Qu'ils me destituent s'ils le peuvent », répondra-t il. « Mais que je me suicide pour leur faire plaisir — jamais! »

*
* *

En effet, — faites demain le cadastre de toutes les fortunes bourgeoises : « M. Jacques possède tant, M. Jean possède tant », et ainsi de suite pour toute la bourgeoisie française ; et offrez-leur, au nom de la nation, une rente perpétuelle de, disons quatre pour cent sur toutes leurs fortunes. — Croyez-vous qu'ils l'accepteraient ? — Jamais! Pas plus qu'un propriétaire de billet de loterie n'acceptera que vous lui payiez ses quatre pour cent. C'est que, s'il possède telle usine ou telle mine, il ne compte nullement se contenter des quatre pour cent sur sa valeur. Il compte doubler un jour sa fortune, en même temps qu'il restera « Monsieur » vis-à-vis des Pierre et des Jean qu'il fera travailler. Et il compte aussi que ses enfants, profitant du monopole de l'instruction supérieure, deviendront un jour des gouvernants, des *distingués* au milieu de la masse « de bras ». Voilà pourquoi il s'opposera de toutes ses forces à cette mesure ; et le bourgeois qui n'a aujourd'hui que quelques milliers de francs de capital sera encore pire que les gros bonnets pour protester, car ceux qui sont encore dans les rangs du peuple sont les plus âpres à vouloir en sortir, dès qu'ils en ont conçu l'espoir.

*
* *

En général, le roman de Zola soulève toute une série de questions concernant les moyens pacifiques et la révolution sociale, — et nous allons y revenir encore plus d'une fois.

PIERRE KROPOTKINE.

Les camarades du *Volné Listy*, de Brooklyn, m'envoient la coupure d'un journal, *The World*, de New-York, daté du 9 juin.

Sous ce gros titre : *American ladies in Paris slums, Jean Grave, the anarchist author, administers a stinging rebuke to young Bradley Martin*, ce journal insère une soi-disant dépêche de Paris, où il est raconté que M. et Mme Georges Vanderbilt, la comtesse Ganay, le jeune Bradley Martin, et une douzaine d'autres personnages de la même trempe, seraient venus pour me rendre visite, accompagnés d'agents de police.

A la vue de ces instrus, je les aurais priés de me tourner les talons, menaçant de leur tirer dessus. J'aurais même noblement refusé cinquante francs que m'offrait le jeune Bradley pour que je lui explique mes idées, brandissant les dix enfants que j'aurais nourris de mon travail et les vingt volumes que j'aurais, paraît-il, écrits.

Je n'ai jamais mis ce monde-là à la porte de chez moi, pour la bonne raison que je ne les ai jamais vus. Ma conscience n'a pas eu à résister aux présents d'Artaxercès.

J. GRAVE.

LE MASSACRE DE BERRA EN ITALIE

et la bourgeoisie sociale à l'œuvre

L'histoire est bien connue, parce qu'elle est ancienne et toujours la même.

La plaine de Ferrare était un marais affreux. La *Banque de Turin*, à l'aide de nombreux capitaux, du travail mal rétribué de plusieurs générations de prolétaires, et grâce aux habiletés budgétaires du gouvernement, en repoussant le Pô dans son lit, en couvrant la plaine de canaux, réussit à transformer un pays misérable et malsain en un paradis pareil à celui que Zola a fait rêver à Pierre Froment dans son *Travail*.

La *Banque de Turin*, qui auparavant avait dû se mettre en liquidation, depuis cette œuvre magnifique de placement adroit et de travail productif, vit ses actions doubler. Les capitaux doublèrent, mais les travailleurs n'en demeurèrent pas moins misérables.

Telle est donc l'œuvre magnifique dont une institution bourgeoise pourra s'enorgueillir : la perpétuation du malheur d'une foule de désespérés dont la vie — ainsi que la chose a été prouvée devant la Chambre italienne — était un continuel martyre.

Le mouvement préparé par les socialistes, en Italie, et qui est plus grand qu'il ne paraît et qu'on ne le pense, sortant des abstractions politiques, mouvement qui, il faut le reconnaître, ne mérite nulle attaque en raison du courage et de la loyauté de ses chefs, a pu entraîner une grande partie du prolétariat campagnard.

C'est là un fait inouï et tout à fait nouveau, dans le monde latin, depuis les guerres civiles et les soulèvements des esclaves à qui, bien plus qu'aux armes des barbares, l'empire romain dut sa chute.

Donc, les paysans de Ferrare endoctrinés, éclairés par la propagande sur les questions primordiales relatives à l'amélioration immédiate de leur existence, se mirent en grève au critique moment de la moisson.

Les propriétaires de la Bonifica, toujours les mêmes, ne comprenant rien aux faits historiques qui se sont déroulés en Italie, imaginèrent, pour vaincre la grève, d'embaucher quelques centaines d'ouvriers encore plus malheureux du Piémont ; exactement comme ils prennent des fils de prolétaires pour en faire des soldats contre leurs pères et leurs frères, sous le prétexte de défendre la patrie.

Au nombre de six cents, les grévistes se rendirent à la rencontre des Piémontais, pour les avertir de ne pas tomber dans le piège des propriétaires. Une escouade d'une vingtaine de soldats avait été postée par le lieutenant Lionello de Benedetti sur le pont de Berra. Quand les grévistes arrivèrent à vingt pas du pont, l'officier leur ordonna de s'arrêter. Ils n'en firent rien. Le lieutenant commanda le feu. Trois hommes tombèrent morts ; vingt-cinq étaient grièvement blessés ; les autres s'enfuirent, pour ne pas être broyés par la mitraille.

S'il faut en croire les socialistes, l'officier était ivre. Il aurait déchargé lui-même son revolver sur les ouvriers et ordonné une décharge sur les fuyards. Ce serait un neurasthénique, irresponsable, à qui l'on n'aurait jamais dû confier le commandement d'une mission si délicate.

D'après le gouvernement, les grévistes menaçaient d'envelopper la petite troupe, et l'officier n'a ordonné le feu qu'après les sommations réglementaires, quand il se vit perdu. Il n'a fait que son devoir.

Or le lieutenant de Benedetti n'était ni ivre, ni surexcité ; sa neurasthénie n'est pas plus dangereuse que celle de tous les guerriers d'aujourd'hui. C'est un réactionnaire, ni plus ni moins ; licencié en droit, vigoureux, il voit rouge comme les taureaux ; il croit à l'ordre par l'autorité, à la raison par la force, et la caserne a fini par en faire un de ces tueurs d'hommes aux gages de l'Etat, à qui la vie vraie n'existe pas.

Le cas de Berra, le cas de Benedetti pourra submerger les politiciens sous les flots de reproches réciproques qu'ils s'adresseront, nous, nous aurons pitié de ces inconscients qui « ont accompli leur devoir » ou ce qui est tel dans leur esprit, et l'affaire de Berra doit être considérée dans ses caractères symptomatiques.

Partout, quand les paysans se mettent ensemble en grève, constitués en *Leghe* ou Associations, ils obtiennent ce qu'ils réclament sans menaces ni manifestations, en sorte que le cas de Berra, malheureusement si usuel, prend une importance nationale par son retentissement.

Par le système des *leghe*, les paysans, en cas de grève, doivent se tenir enfermés chez eux et seuls les chefs de chaque *lega* peuvent et doivent traiter avec les propriétaires. Le gouvernement a déclaré que les *Leghe* sont une institution légale.

Je ne crois pas qu'il se soit jamais présenté dans l'histoire un fait plus grave et plus dangereux pour la liberté, et qui mérite plus d'attirer l'attention des libertaires.

Nous qui voyons, dans l'anarchisme, plus loin que la satisfaction des besoins matériels, c'est-à-dire la plus irréductible liberté pour tous, nous devons reconnaître que le mouvement socialiste est inconsciemment en train de reconstruire une deuxième bourgeoisie où toute individualité disparaîtra.

Il n'y a qu'un rêveur, un naïf qui, voyant d'un même œil les faits et ses propres fantaisies philanthropiques, puisse se faire l'illusion que dix années de prédications sans cohésion, sans continuité ont pu improviser d'un bout à l'autre de l'Italie une conscience socialiste et surtout parmi les paysans.

Ce beau pays, que la sanglante tradition du droit quiritaire et la vermine religieuse ont presque abruti, ne peut, ne sait comprendre dans son ensemble ce qu'est une évolution sociale qui a pour but de renverser de fond en comble toutes les institutions modernes.

L'Italien du peuple, bourré, dans de sottes écoles, des grands méfaits des anciens Romains, est l'homme de l'Europe le plus convaincu que la force est le droit. Ayant perdu toute confiance dans ses juges par suite de tant de siècles d'injustice, il ne croit plus qu'à son couteau dont il est fier, parce que la bourgeoisie, qui a encore besoin d'hommes prêts au massacre, montre de la bienveillance envers le meurtrier, tandis qu'elle réserve toute sa sévérité pour le petit voleur qui touche à l'arche sainte de la propriété.

Cet Italien — et je pourrais tout aussi bien dire ce Français, cet Espagnol, etc. — qui confond généralement l'égalité avec la misère ou la débauche commune, n'a pu, en dix ans, devenir paisiblement socialiste. Il est devenu seulement, sans le savoir, un révolutionnaire impatient, n'ayant d'autre but que de changer de maître, de s'en donner cent au lieu d'un ; ce qui ne peut être agréable à ceux qui rêvent, comme le disait fort bien J. Grave, de voir non pas seulement des hommes convaincus, mais des hommes conscients.

Où veut-on qu'elle aille, cette masse révolutionnaire ? Où aboutira-t-elle parmi tant de doctrines diverses et d'écoles contradictoires qui vont du collectivisme marxiste jusqu'à l'étatisme socialiste de MM. Millerand et Ferri ? Tandis que les anarchistes — non pas ceux qui pensent pouvoir changer les destins de l'humanité avec les bombes de Vaillant ou le revolver d'Angiolillo et de Bresci, — tandis que les anarchistes pensent que la transformation de la société doit se faire par la transformation de l'individu rendant l'homme un être qui ne puisse se passer de l'homme, qui, maintenant son individualité, ne sait la comprendre que dans l'entente et le concours mutuel des autres individualités par des concessions réciproques, les socialistes, et ceux d'Italie en première ligne, par une inexplicable contradiction, jugent que la victoire et l'avenir du prolétariat seraient réalisés le jour où le prolétariat sera l'Etat lui-même.

Les socialistes italiens — je parle des chefs — qui sont presque tous des hommes supérieurs et de bonne foi, ne se doutent pas qu'ils sont près de reconstituer un immense Etat, propriétaire unique qui certainement assurera les besoins du ventre, mais sera fatalement impuissant à assurer les besoins tout aussi pressants des consciences diverses. La foule qui les suit pour les seules raisons qu'elle comprenne, c'est-à-dire les justes et concevables raisons du ventre, quand elle aura accompli sa révolution — du ventre — aura reconstruit une bourgeoisie plus grossière encore, toute-puissante, jalouse, infaillible qui peut-être fera regretter le césarisme. Celui-ci a du moins l'excuse de se fonder sur un droit divin métaphysique, mais non sur la grossièreté du nombre. Pour lui, la majorité n'existe pas, mais la minorité, au moins en tant qu'ennemie, existe, est considérée et c'est dans les minorités que se préparent les vainqueurs du lendemain. Le césarisme est le droit métaphysique que le progrès, que la civilisation, la philosophie démolissent un peu chaque jour, parce que les idées peuvent se discuter, tandis que le droit du nombre n'est pas discutable.

Dans le socialisme, pas de minorité, le nombre est le droit, comme jadis l'épée, et le droit du nombre c'est l'Etat, l'Etat infaillible dont le plus

génial des conservateurs modernes déclarait qu'il « ne sait et ne peut savoir qu'une chose : organiser l'égoïsme (1) ».

Même en rendant hommage à la bonne foi, à l'honnêteté et à la philanthropie des socialistes italiens qui ne sont pas des clowns ou des philistins comme dans plusieurs autres pays, c'est un devoir pour les libertaires que de voir le danger de ce grand mouvement socialiste qui tend à fortifier l'Etat et à le rendre bien plus lourd par le rétablissement des corporations ouvrières où chaque énergie individuelle sera étouffée.

En effet, tandis que les petits rentiers, les professionnels de l'armée, des budgets publics et du clergé mineur tremblent à voir les progrès du socialisme, et proclament que les fusils de Berra ont accompli un devoir, et réclament la généralisation d'un tel devoir, les politiciens, qui représentent le monde des jouisseurs et des exploiteurs, s'entendent assez bien avec les socialistes.

En France, depuis les fusillades de Fourmies, le gouvernement s'est flanqué de deux socialistes; en Italie, M. Giolitti a proclamé à la tribune que les *Leghe* ou fédérations socialistes sont une garantie de bon ordre et vont pacifier la lutte entre le capital et le travail.

Que les socialistes soient ou non de bonne foi, ce n'est certes pas eux qui, substituant la république sociale à la monarchie de Victor ou à la république de M. Loubet, centralisant dans l'Etat toutes les énergies, mèneront les sociétés humaines à leur complet affranchissement.

Donc, si les anarchistes doivent être sympathiques à leurs revendications, ils ne peuvent pas oublier que la plus noble, la plus grande, la plus digne revendication est celle qui rendra chaque homme maître et responsable de soi-même et toute société durable par l'entente en dehors de toute autorité.

VITALE.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

PATRIOTISME. — On a cabotiné ferme dans la matinée du 14 juillet sur la place de la Concorde, devant la statue de Strasbourg. De nombreux groupes revanchards, qui de temps à autre reprennent l'Alsace-Lorraine et rossent d'importance les Prussiens, entre la poire et le fromage — et non ailleurs, ils s'en gardent bien ! — sont venus inonder de leurs pleurs trentenaires le pied de la statue célèbre. De nombreuses couronnes y ont été déposées.

Parmi les groupes, se trouvait un groupe de socialistes qui sont venus déposer une petite couronne portant l'inscription : « Aux victimes des patries. » Cette protestation ingénieuse contre le patriotisme n'a pas été du goût des autorités présentes, qui ont fait aussitôt enlever la couronne.

Les gouvernements sont partisans du maintien des patries, des antagonismes et des massacres internationaux. Leurs actes nous en fournissent tous les jours des preuves irrécusables.

*
* *

CLÉRICAILLERIES. — Le 14 juin, le 77e régiment de ligne célébrait la fête de son drapeau. Au programme de la fête figurait une messe en l'honneur des officiers et soldats morts pour la patrie.

Sabre et goupillon !

A. GIRARD.

*
* *

Le Journal de la maison Letellier est le canard policier par excellence, dont la verve s'exerce plus spécialement sur le dos des anarchistes. L'autre semaine, pendant deux longues colonnes il racontait à ses lecteurs des histoires d'explosions qui avaient lieu dans le quartier de Clichy. A entendre le *Journal* policier, les anarchistes de ce paisible quartier avaient juré de le faire sauter, les bruits que l'on percevait à chaque instant provenaient d'essais d'un nouvel explosif. Une ère nouvelle d'attentats se préparait, le *Journal* en savait long à ce sujet, mais il était de son « devoir » de se taire pour ne pas contrecarrer l'enquête policière, etc., etc.

Deux jours après, les journaux publiaient l'information suivante : « Le commissaire de police de Clichy vient de faire arrêter quelques gamins de neuf à douze ans qui, s'étant procuré on ne sait comment du chlorate de potasse et autres matières explosibles, s'étaient amusés à les faire détoner dans un terrain vague. »

Telle était l'origine du roman du *Journal* policier. Sans commentaires.

P. D.

(1) E. Renan, *Les Apôtres*, p. 275.

PARIS. — A l'occasion des réjouissances du 14 Juillet, des camarades s'étaient joints au bal qui avait lieu au coin de la rue de Turenne et du Parc-Royal, et se mirent à y chanter l'*Internationale*. Cela ne fut pas du goût d'un des commerçants du quartier, qui fit appel au commissaire de police. Une bagarre s'ensuivit, quelques jeunes camarades furent arrêtés, mais ils furent délivrés, au grand dommage des policiers amateurs.

Mais cela ne pouvait pas se passer comme cela, il faut toujours que la police se venge. Les agents tombèrent sur la foule et arrêtèrent au hasard deux personnes qui leur tombèrent sous la main. Nous ignorions que cela fût un délit de chanter l'*Internationale*.

*
* *

Mouvement ouvrier. — CONGRÈS DES MINEURS. — Comme je l'ai dit la semaine dernière, les discussions ont surtout porté sur les décisions à prendre au cas où les mineurs n'obtiendraient pas le minimum de réformes qu'ils réclament depuis plusieurs années, à savoir : la journée de huit heures avec minimum de salaire et la question des retraites. Un referendum aura lieu en octobre prochain au cas où aucune amélioration ne leur serait accordée. Comme il est plus que probable que d'ici là rien ne sera venu modifier la situation, c'est donc, si le referendum y est favorable, la grève générale des mineurs pour le mois d'octobre prochain.

De plus, les mineurs ont, cette fois, pris l'avis de leurs camarades des autres fédérations de métiers et d'industrie et leur ont fait part de leur résolution de se mettre en grève si leurs revendications n'étaient pas adoptées.

Rappelant aux délégués présents que, lors du Congrès de Lens, plusieurs fédérations ouvrières s'étaient engagées à les suivre dans un mouvement de grève générale, les mineurs ont demandé aux délégués présents s'ils étaient dans les mêmes intentions.

Lors du Congrès de Lens, réuni spécialement pour discuter l'attitude à prendre par la fédération des mineurs pour faire cause commune avec les mineurs de Montceau, malgré un referendum favorable, la grève ne fut pas déclarée.

Subissant l'influence démoralisante des Basly, Lamendin, Calvignac qui travaillaient pour le ministère, mentant à la parole donnée, les mineurs ne se mirent pas en grève. Pour cela, certaines fédérations n'ont pas voulu s'engager avec les mineurs, quelques-unes seulement ont très nettement déclaré que leurs corporations sont prêtes à la grève générale. La plate-forme qui servirait aux corporations serait : *Journée de huit heures et minimum de salaire*. Les autres ont réservé leur réponse ou se sont simplement engagées à soutenir les mineurs.

Le referendum aura lieu en août. Les pouvoirs publics seront sommés de statuer sur les revendications des mineurs et, s'il n'y est pas donné suite, la grève éclatera... Moi, j'en doute.

*
* *

LES GRÈVES. — A Saint-Etienne, grève des ouvriers veloutiers qui réclament une augmentation sur le prix du travail aux pièces. Les petits patrons consentent bien à l'augmentation, mais la plus importante maison refuse. Des manifestations ont été faites en ville. Le drapeau rouge, qui a été déployé, excite fort les bons bourgeois.

D'autre part, une certaine effervescence se manifeste parmi les travailleurs d'autres corporations, chez les boulangers notamment qui ont soumis à leurs exploiteurs un certain nombre de revendications.

A Angoulême, les ouvriers boulangers sont en grève, et demandent, eux aussi, une augmentation de salaire. Par les soins du ministère de « Défense républicaine » où trône le socialiste Millerand, satisfaction a été donnée de suite... aux patrons. Des soldats ont été mis à leur disposition et ont pris la place des grévistes; de plus, la garnison a été consignée dans les casernes et les postes doublés. Les socialistes domestiqués n'en soufflent mot, cela va sans dire.

A Rochefort, grève générale des ouvriers des quais et des docks, et aussi d'une très importante scierie mécanique. Les chantiers déserts sont — comme de juste — gardés militairement. L'armée, dans son rôle le plus noble, et il faut bien le répéter : dans sa plus grande utilité, protège... la propriété capitaliste. Les dépêches ajoutent que le calme est le plus complet... ce qui est fort regrettable.

*
* *

L'ETAT PATRON. — A peine la grève des ouvriers et ouvrières de la manufacture d'allumettes de Pantin est-elle terminée (!), pour reprendre sous peu sans doute, que l'on signale une certaine agitation parmi le personnel des manufactures de Marseille et d'Aix où les derniers incidents de Pantin ont eu un certain écho.

Les rapports sont du reste très fréquents entre les commissions syndicales des diverses villes et un mouvement général est à prévoir. L'Etat patron n'a, on le voit, rien à envier à n'importe quel exploiteur. C'est en petit ce que les purs collectivistes voudraient voir en grand.

P. DELESALLE.

Suisse.

GRÈVES ET LIBERTÉ. — Le mouvement ouvrier commence à s'accentuer, et en même temps la liberté helvétique se dévoile. A Utzwill, depuis de longues semaines des travailleurs luttent. La presse est tellement aux gages du capitalisme qu'on fait là autour la conspiration du silence. Tout ce qu'on sait, c'est qu'il y a en cet endroit obscur une grève, et qu'évidemment un grand nombre d'estomacs ont toute liberté de rester vides.

Dans le canton de Vaud, 200 manœuvres et maçons sont restés au chantier de Chexbres après avoir subi les provocations des parasites gendarmeux, et l'arbitrage de quelques conseillers d'Etat radicaux, sous l'œil paresseusement approbateur des chefs social-démocrates, tous de l'école Fauquez, Wullschleger et compagnie. Inutile de dire que les ouvriers n'ont pas vu changer leur position. A quand l'arbitrage du pape ? A Payerne, 150 cigarières et cigariers ont quitté l'usine Frossard par solidarité pour une quinzaine de camarades que le patron voulait congédier, parce que syndiqués. Ce Mossieu Frossard, ancien député conservateur, a déclaré par respect pour la liberté dont il est un officiel défenseur, qu'il ne voulait pas de syndicat dans sa fabrique. Et c'est ainsi qu'en Suisse, l'ouvrier a tout au plus le droit de se faire exploiter sans rien dire.

Dans le Tessin, les carriers, mécontents de leur salaire, ont fait grève. Les patrons coalisés ont alors décidé tranquillement que les ouvriers qui ne reprendraient pas le travail dans trois jours, ne recevraient pas leur paie arriérée. Ils se sont, du reste, exécutés de bonne grâce. Et allez donc réclamer quand ces francs voleurs sont hautement protégés par l'autorité compétente — l'armée. Liberté helvétique, voilà bien de tes coups ! Les voleurs légaux sont libres d'opérer, les ilotes sont forcés de se laisser opérer. C'est dans l'ordre.

Au Simplon, la lutte est plus étendue ; 3.000 travailleurs ont quitté leurs outils, lundi 24 juin. De l'autre côté du tunnel, en Italie, la grève est également proclamée, mais les détails manquent, les télégrammes étant arrêtés. 500 hommes d'infanterie, renforcés du corps de gendarmerie, ont été mobilisés immédiatement. Le premier jour, une bande de 150 enfants, tous âgés de moins de dix-huit ans, ont tenté de débaucher quelques mécaniciens. Les assassins armés ont tiré sur ces malheureux et en ont blessé grièvement plusieurs ; l'un doit subir l'amputation de la jambe, l'autre a une balle dans un pied, un troisième a eu le bras presque détaché par un coup de sabre ; il est strictement défendu d'aller voir ces gamins, pour ne pas provoquer de polémique. Les grévistes étant généralement très calmes, la troupe n'a pas eu autrement l'occasion d'employer les nombreuses caisses de munitions déposées à Waters. La place est comme en état de siège. Le despote de la situation est le cumulard, préfet, avocat de la Compagnie du Simplon, chef de musique, canaille, grand maître des processions religieuses, conseiller national Perrig. Sur son initiative, le département de justice et police a fait afficher le 3 juillet un avis disant que les ouvriers qui refusent de travailler (les grévistes) seront reconnus dans le délai de trois jours sans moyens d'existence ; les étrangers seront par suite expulsés, les indigènes enfermés. Comme hypocrisie, ceci ne pouvait être trouvé qu'en Suisse. On se rappelle qu'avant 1864 le droit de coalition et de grève était refusé aux ouvriers. Aujourd'hui, alors que ce droit est garanti par la constitution, on trouve moyen de considérer les grévistes comme des vagabonds et de les punir. Cela montre combien tous les réformistes sont bêtes ou inconscients, ou menteurs, lorsqu'ils veulent améliorer le sort de l'ouvrier légalement ; cela prouve que si les mauvaises lois oppressent directement le peuple, les bonnes (!) sont tournées par les gouvernants et deviennent mauvaises. Ce sont là deux axiomes vieux comme la lune.

Le maire de Waters a déclaré que les ouvriers

n'avaient qu'à se soumettre, car la Compagnie et l'autorité marchaient ensemble, et qu'ils étaient décidés à réprimer ces mouvements « coûte que coûte. Il défend à tous les orateurs de parler, excepté à ceux qui engagent les prolétaires à reprendre le travail. Les marchands surveillent tout. En outre — fait navrant, et qui dénote bien le fier et noble état d'âme des Suisses actuels ou plutôt des larbins-hôteliers — paiefreniers helvétiques — lorsque la troupe défile, la population valaisanne, empoisonnée par les curés, recommande aux soldats de « tirer à balle sur ces sales pioulets » qui se révoltent; il faut dire que le peuple valaisan lui-même crève de misère. Nom de Dieu!

Les ouvriers en grève ont des salaires de 4 francs, 4 fr. 50 par jour pour les maçons, 3 francs, 3 fr. 50, pour les manœuvres, 2 francs pour les garçons maçons. Ils travaillent continuellement dans l'eau, à une température de 35 à 40°, dans une obscurité quasi complète, cinq heures de suite, et ils perdent environ deux heures pour se rendre au chantier et s'en retourner. Il n'y a que de robustes Italiens qui résistent quelque temps à ce régime; les accidents sont nombreux et dangereux. Les grévistes réclament 50 centimes de plus par jour, ce qui est bien modeste, trop modeste. La Compagnie ne veut pas céder. 200 ouvriers sont déjà partis définitivement; les autres suivront peut-être. Ce qu'il y aurait de mieux, puisque les banquiers et gouvernants du Simplon veulent affamer et fusiller ces milliers d'individus, ce serait le *boycottage*; le tunnel restant en souffrance, voilà ce qu'il faudrait. Les savants pontifes du socialisme qui prêchent le calme en face des plus grandes iniquités, ne pourraient évidemment conseiller cette tactique. Ils sont trop engagés en ce moment-ci vis-à-vis de leurs alliés électoraux (à Genève, Vevey, Payerne, etc.). Seuls, les libertaires libres de toutes concessions peuvent faire germer cette idée dans les cerveaux des travailleurs; mais on les traite de réactionnaires...

Un fait très intéressant dans cette grève du Simplon, c'est qu'elle fut pratiquée spontanément; d'abord sans organisation aucune, les ouvriers se sont immédiatement solidarisés et un groupe d'action s'est formé; puis, sur le conseil d'un camarade, ils ont décidé de ne pas mettre les pieds dans les 125 pintes de Waters. Cette entente libre naissant d'un seul coup, cette énergie morale, voilà ce qu'il y a de vraiment beau chez ces travailleurs. Mais l'hypocrite liberté helvétique est certainement ce qu'il y a de plus laid par le monde.

P. S. — J'apprends au dernier moment que le gouvernement valaisan ayant commencé la série des expulsions, les ouvriers effrayés reprennent peu à peu le travail. A cette défaite auront contribué les secrétaires ouvriers, social-démocrates, députés, Sigg et Calame, pour lesquels le boycottage est un moyen trop révolutionnaire et sans aucun rapport avec la *légalité* dans laquelle ils noieront le prolétariat, si celui-ci les écoute.

O. D.

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

L'Education libre du IIIe, 14, rue Grenier-Saint-Lazare. — Ouvert tous les mercredis et samedis, de 8 heures à 10 heures.

***

Bibliothèque libertaire du IIIe. — Les camarades sont avertis qu'une prochaine ballade de propagande aura lieu à Montlhéry le dimanche 18 août. Nous comptons sur le concours de tous les militants partisans de l'éducation des masses.

***

L'Enseignement mutuel (Université populaire du XVIIIe arrondissement), 41, rue de la Chapelle :

Samedi 20. — Jules Dreyfus : Le pain à Paris.

Lundi 22. — Paul Kastor : *Les Remplaçantes*, de Brieux (avec lecture des principaux passages).

Mercredi 24. — Soirée musicale et littéraire.

***

Bibliothèque communiste du XVe, rue de l'Abbé-Groult, 29. — Conférence samedi soir, à 8 h. 1/2.

Prêt de livres.

***

La compagne Séraphine Pajaud ne sera à Lille et Roubaix que la première semaine d'août.

Lui écrire d'ici-là, poste restante, Valenciennes.

***

Bordeaux. — Le compagnon Liard-Courtois fera à Bordeaux deux conférences sur la Vie au bagne, la première le samedi 26 juillet, et la seconde le 27 courant, à la salle Saint-Paul, rue des Facultés.

Les camarades sont priés de se réunir sans faute le 23 au soir à la Bibliothèque populaire, rue Porte-Basse. Notre ami Liard y sera.

***

Saint-Quentin. — La jeunesse socialiste révolutionnaire a l'intention d'organiser un congrès qui aurait pour but d'unir toutes les jeunesses libertaires et socialistes, sans distinction d'écoles, en une fédération par *entente libre*.

Les jeunesses du Nord, de l'Aisne et du Pas-de-Calais auxquelles ce projet plairait sont priées d'entrer en communication avec le camarade Bion, 9, rue des Faucons, à Saint-Quentin (Aisne).

***

Fourchambault. — Le groupe libertaire se réunit tous les samedis, à 8 heures du soir, au *café des Travailleurs*, 2, rue Saint-Louis.

Prière à tous les libertaires d'y assister le plus régulièrement possible.

***

Angers. — Les camarades et leurs compagnes se réunissent tous les lundis au local habituel, à 8 h. 1/2.

Tous les copains sont invités à se rendre le dimanche 21 juillet, à 10 heures du matin, café Gasnault, place du Ralliement.

Causerie par un camarade sur « La bourgeoisie en face de l'anarchie ».

Propagande contre la bourgeoisie.

A l'issue de la causerie, chants révolutionnaires.

***

Huy. — Dimanche 28 juillet, à 3 heures de relevée, à la *Maison du Peuple*, place Saint-Rémy, grande conférence publique organisée par le Cercle libre d'études sociales.

Sujet : L'impuissance de tous les gouvernements; — La liberté intégrale.

Orateur : Armand Binet, de Sprimont.

Il sera perçu à l'entrée 0 fr. 10 au profit des journaux le *Réveil des Travailleurs* et les *Temps Nouveaux*.

GROUPE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le premier tirage du manifeste-affiche demi-colombier « *Contre la guerre* » a été fait à 7.000 exemplaires. Nous en tenons à la disposition des camarades au prix de 0 fr. 50 les dix et 4 fr. 60 le cent par colis postal en gare.

Aussitôt ce premier manifeste épuisé, nous en ferons tirer en petits placards à distribuer dont le prix ne dépassera pas 10 à 12 fr. le mille. Nous comptons sur tous pour nous aider à cette utile besogne.

***

Protestation de Taulignan (Drome) contre les guerres. — Marcellis Favie, Juillan Raoul, Turc Auguste, Philibert Auguste, Turc Emile, Maurin Camille, Fayol Abel, Buffet Frédéric, Pellegrin fils, Jules, Buffet Arthur, A. Rollet, Nand, Reboul, Thesard, Long Auguste, Magnard Antoine, Chabert Charles, André Achard, Buffet Gabriel fils, Chastan Alphonse, Flachair Marius, Tardieu Alexis, C. Borel, Coutelier, Javelas, Buffet F., Léo Sivasty, Chasselourd, Laurent J.-B., Pierre Marius, Barnouin Louis, Poget Auguste, Ribière Gracien, Grégoire Gabriel, Bernaudon, E. Barnaud, Fortuné. Flachair, Martel Emile, Bourdanges Emile, Jullien Gustave, Jullien Auguste.

LE PROJET D'ÉDITION

En demandant les adhésions pour ce projet, je me doutais bien qu'il faudrait pas mal de temps, avant d'en recueillir un nombre suffisant; mais je croyais cependant que le premier noyau serait plus nombreux.

Au train dont les adhésions arrivent, il nous faudra bien un an. C'est-à-dire que nombre des adhérents de la première heure auront disparu, ce qui fait que nous ne serons jamais complets.

Je m'étais donné deux à trois mois pour la gestation de cette affaire, le projet demeure donc à l'état d'étude jusqu'à la fin d'août. Ceux qui en sont partisans, et n'ont pas encore adhéré, sont priés de se faire connaître. Si, à cette date, nous n'avons pas nos neuf cent à mille souscripteurs, le projet ira rejoindre les vieilles lunes; ça ne sera pas le premier, ni le dernier mort avant d'avoir abouti.

Cependant, je veux préparer la besogne, et y travailler comme si j'étais sûr de la réussite. Et comme je voudrais en faire une chose la plus complète possible, je vais faire appel à la collaboration de ceux qui s'y intéressent.

Dans nos suppléments, nous n'avons pas donné tout ce qui a été écrit sur les différents sujets que je me propose de réunir en volume. Je prie les camarades de me désigner les volumes, avec nom d'auteur et d'éditeur, où nous pourrions puiser pour la confection de ces volumes, le numéro des pages à lire, si possible, etc.

Les titres des volumes seront : *Guerre*, *Militarisme*, *Propriété*, *Famille*, *Religion*, *Lois*, *Justice*, *Magistrature*, *Misère*, *Salariat*, etc.

Voulant également faire suivre chaque sujet d'une bibliographie aussi exacte que possible des ouvrages concernant le sujet, je recevrai avec plaisir tous les renseignements que l'on voudra bien me donner.

J. Grave.

AVIS

Nous venons de compléter trois collections du *Supplément* de la *Révolte*. Le journal ayant besoin d'argent, nous les mettons en vente au prix de 50 francs l'une.

***

Nous avertissons les camarades que nous pouvons, dès maintenant, leur fournir la brochure *Entre paysans* dont nous avions manqué pendant un moment.

***

Quelque camarade pourrait-il nous trouver les nos 18 et 27 de *Pages Libres* qui nous manquent?

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Soins de toilette, — *L'Hygiène*, — *Les Animaux*, 2 vol., tous ouvrages faisant partie de la série *La Vie privée d'autrefois*, par Alf. Frankin, chez Plon et Nourrit, 10, rue Garancière; 3 fr. 50 le vol.

Le Théâtre héroïque et social, par M. Le Blond; 1 broch., 0 fr. 50, à la *Revue Naturiste*.

Les Ingénues (nouvelles), par Henry Fèvre; 1 vol., 3 fr. 50, chez Chamuel, 5, rue de Savoie.

La anarquia es inévitable, de P. Kropotkine; brochure à la *Aurora*, à Montevideo, et à *El Rebelde*, Buenos-Aires.

Simulacion de la locura por alienados verdaderos, — *De la simulacion de la locura*, deux brochures du Dr J. Ingegnieros, Buenos-Aires.

Socialisme, par Paul Lamy; 1 broch., 0 fr. 50, chez Mistral, 6, place du Commerce, Cavaillon.

A lire :

A un inconnu, H. Maret; *Radical*, 14 juillet.

A voir :

Comme en quatre-vingt-treize, à la *revue*, dessin de Steinlen, *Assiette au beurre*, n° 15.

PETITE CORRESPONDANCE

P. C. — Nous n'avons pas l'adresse de Laurent Tailhade. Ecrivez-lui au *Français* où il collabore.

E. C., à Paris. — Ce n'est pas nous qui vous envoyons le journal.

Groupe Luccheni, à Newark. — C'est une question qui ne nous intéresse pas.

G. P., à Fougères. — Nous n'avons pas encore eu l'occasion de voir ceux du *Libertaire*.

A. F., à Athènes. — Il y a eu erreur. Votre abonnement ne finit en effet que fin septembre.

L. J. — On avait oublié de vous envoyer le volume.

Cauterets. — Faisons l'observation à Hachette. Merci. Continuez de le demander.

Reçu pour la liberté d'opinion : G. P., à Fougères, 0 fr. 50. — En caisse : 270 fr. 15.

Reçu pour le journal : A., à Saint-Laurent, 20 fr. — A. G., à Grenade, 1 fr. 05. — Merci à tous.

G., à Fougères. — L., à Saint-Louis. — J. J., à New-York. — S., à Etampes. — F. — Cœln. — E. R., à Cahors. — P. T., à Tourcoing. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.